

## CAMEROUN

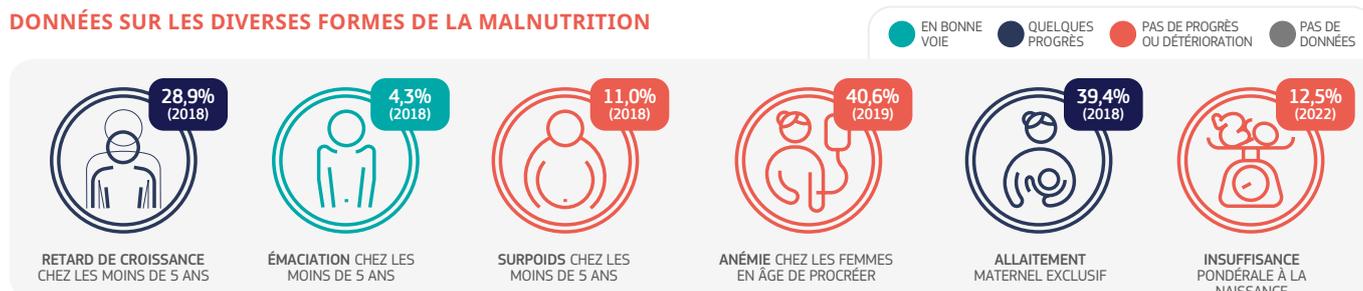
### Situation nutritionnelle au Cameroun

#### EN RÉSUMÉ

La population du Cameroun est estimée à 28,3 millions d'habitants en 2023 et devrait atteindre 33,6 millions en 2030<sup>1</sup>. Malgré un statut de pays à revenu intermédiaire<sup>2</sup>, le Cameroun n'a fait que très peu de progrès en matière nutritionnelle depuis les deux dernières décennies. Près d'un tiers des enfants camerounais de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et la malnutrition aiguë reste importante. Les régions septentrionales du pays qui sont confrontées à une situation sécuritaire instable et à des conflits violents sont particulièrement touchées par le phénomène<sup>3</sup>. À cela s'ajoutent les carences en micronutriments<sup>4</sup> et les problèmes de surpoids et d'obésité qui ont augmenté de

façon exponentielle depuis les années 2000, devenant un véritable enjeu de santé publique qui affecte particulièrement les femmes<sup>5</sup>. Les facteurs sous-jacents de la malnutrition sont multiples et incluent des taux de pauvreté élevés dans plusieurs régions du pays<sup>6</sup>, les impacts du changement climatique, la persistance des inégalités de genre<sup>7</sup>, une alimentation souvent peu diversifiée et un environnement sanitaire précaire. Par ailleurs, les conflits armés qui touchent plusieurs régions du pays ont provoqué le déplacement de près d'un million de personnes<sup>8</sup> aggravant les risques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et paralysant les efforts de développement du pays.

#### DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



Les données présentées dans les profils nationaux de nutrition de l'UE 2023 sont tirées des Estimations conjointes sur la malnutrition infantile (JME) de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale et du rapport mondial sur la nutrition (GNR).

#### GOVERNANCE NUTRITIONNELLE

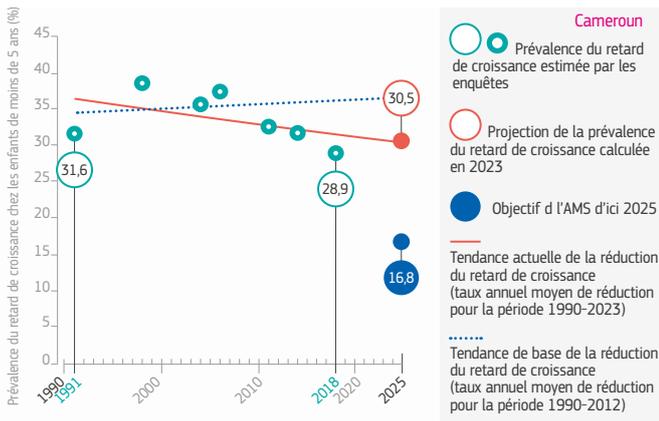
- Le Cameroun a rejoint le mouvement SUN en 2013 et dans ce cadre les plateformes de la société civile, du secteur privé, des donateurs et des parlementaires ont été créés.
- En 2018 la politique de nutrition a été révisée et une stratégie nationale a été adoptée. Sa mise en œuvre est coordonnée par un comité interministériel établi au niveau de la primature. Un plan opérationnel, en cours de budgétisation, a été préparé avec la participation des différents ministères techniques.
- Le gouvernement du Cameroun dispose d'une Stratégie de Développement du Secteur Rural pour la période 2020-2030. Celle-ci inclut différents objectifs en matière nutritionnelle et notamment le renforcement des systèmes d'alerte, de prévention et de protection contre les catastrophes.
- Le gouvernement, grâce notamment au soutien de l'UE, a finalisé en 2021 le premier Plan National de Réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui est coordonné par le ministère de l'Agriculture. Mis à jour en 2022, ce plan permettra de renforcer la planification, le dimensionnement, le suivi, l'évaluation et la recherche de synergies entre les actions de prévention et de réponse mise en œuvre par les différents acteurs.
- La fortification est obligatoire au Cameroun pour la farine de blé<sup>9</sup>, pour l'huile<sup>10</sup> et pour le sel alimentaire<sup>11</sup>.

#### Exemple de soutien de l'UE

Dans le cadre des programmes résilience PRESEC et RESILIAN mis en œuvre par deux consortia d'ONG durant la période 2017-2021, diverses approches multisectorielles innovantes ont été développées afin de réduire la malnutrition chronique et aiguë au sein des populations vulnérables du nord du Cameroun. Ces appuis ont permis d'améliorer les systèmes de production agricole via notamment un accès facilité aux moyens de production pour plus de 8 800 ménages. Des infrastructures ont été développées afin de garantir un accès à l'eau potable pour plus de 30 000 personnes. En parallèle, des actions visant à augmenter les revenus des ménages ont été réalisées via des travaux à haute intensité de main-d'œuvre et le développement d'activités génératrices de revenus. En outre, les appuis aux centres de santé ont permis d'améliorer la prévention de la malnutrition et le soin des enfants. Au niveau local, des actions de plaidoyer ont conduit plusieurs municipalités à s'engager pour la nutrition en créant notamment une ligne budgétaire dédiée s'élevant à 5 % des dépenses globales.

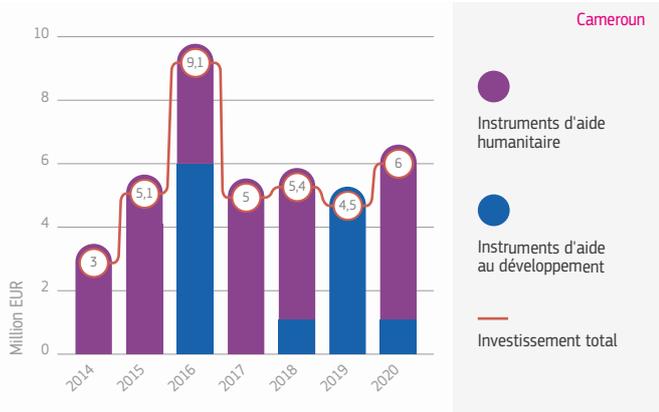


## Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition



### TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DE NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE CINQ ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE

Le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance au Cameroun augmente en raison de la croissance démographique, malgré la diminution de la prévalence. Le taux de réduction du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance a accéléré de -0,17 % en 2012 à 0,53 % en 2022. A ce rythme, près de 1,39 million d'enfants devraient souffrir d'un retard de croissance en 2025.



### ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION ENTRE 2014 ET 2020 - UN TOTAL DE 37,6 MILLIONS D'EUROS

Dans le cadre du Fonds Fiduciaire pour l'Afrique, 20 millions d'euros<sup>12</sup> ont été alloués aux programmes PRESEC et RESILIAN afin d'améliorer la résilience des populations dans les régions septentrionales du pays. Dans la région orientale, une enveloppe de 5 millions d'euros<sup>13</sup> a été allouée au programme PRO-ACT afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La deuxième phase de cette initiative<sup>14</sup> a démarré en 2019 et met davantage l'accent sur l'appropriation au niveau local et le renforcement des municipalités dans leurs efforts de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. En 2022, l'UE a engagé une nouvelle enveloppe de 20 millions d'euros – dont 15 millions d'appui budgétaire – afin de soutenir les politiques nationales pertinentes en matière de nutrition et de renforcer la mobilisation de ressources fiscales. En parallèle, la DG ECHO intervient régulièrement dans le pays dans le cadre de l'aide humanitaire d'urgence<sup>15</sup>.

## Planification pour la nutrition 2021-2027

Au **sommet N4G (2021)**, le Gouvernement a pris de nombreux engagements pertinents en matière de nutrition (c.f. N4G **Compact** et son **annexe**), et notamment de réduire la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les enfants de moins de 5 ans de 11 % en 2018 à moins de 5 % en 2030. Au **sommet UNFSS (2021)**, la **feuille de route nationale** fixe comme objectif à l'horizon 2030 la création de systèmes alimentaires durables et résilients permettant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous.

La nutrition fait partie de l'approche à 360 degrés de la stratégie «Global Gateway» de l'UE. Les coûts humains et économiques de la malnutrition justifient la mobilisation d'investissements conséquents influençant les causes structurelles du phénomène. Dans le cadre du Programme Indicatif Multiannuel 2021-2027 (PIM), l'UE renouvelle son engagement en faveur de la nutrition au Cameroun au travers de divers axes d'intervention pertinents en matière de nutrition mis en œuvre en synergie avec les actions des Etats Membres parties prenantes de l'initiative Equipe Europe<sup>16</sup> «Pacte vert et résilience des régions du Septentrion».

Dans le cadre du domaine prioritaire «Pacte vert» du PIM, l'UE entend soutenir le développement des systèmes alimentaires camerounais en adoptant une approche intégrée suivant les principes de la ferme à la table. Les appuis prévus visent à valoriser les bassins de production agricole et à soutenir l'intégration des filières agropastorales porteuses. Une attention particulière est donnée aux exploitants et entrepreneurs familiaux et à leur juste rétribution pour leur participation aux chaînes de valeur nationales. La durabilité environnementale des systèmes alimentaires sera au cœur de ces actions via la promotion de pratiques agricoles permettant de réduire l'utilisation d'intrants chimiques. En outre, en milieu urbain, le développement d'infrastructures d'eau potable et d'assainissement permettra de limiter les risques de maladies diarrhéiques qui sont fortement associées à la malnutrition infantile.

D'autres actions pertinentes sont prévues dans le cadre des domaines prioritaires «Croissance inclusive» et «Gouvernance». Les appuis au système d'éducation et au développement de l'entrepreneuriat, qui ciblent en particulier les femmes, contribueront à casser le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de la malnutrition en favorisant l'intégration des femmes sur le marché de travail et en accroissant leur influence sur les décisions prises au sein du foyer. En outre, l'UE entend améliorer le système de finances publiques afin d'accroître les ressources fiscales nécessaires au financement de la politique nationale de lutte contre la malnutrition.

1 - World Population Prospects 2022, données estimées de janvier 2023

2 - Comme défini par la Banque Mondiale

3 - La prévalence de la malnutrition chronique des régions Extrême-Nord, Nord, Adamaoua et Est sont près de 9 points au-dessus de la moyenne nationale. Les prévalences de malnutrition aigüe atteignent les 10% pour certaines de ces régions Données DHS 2018

4 - Près de 40 % des femmes en âge de procréer sont anémiques Données DHS 2018

5 - 44 % des femmes et 19 % des adolescentes étaient en situation de surpoids ou d'obésité en 2019 données [Global Nutrition report](#)

6 - Avec 74 %, le taux de pauvreté dans l'Extrême Nord est presque deux fois plus élevé que la moyenne nationale (Stratégie nationale pour le relèvement et la consolidation de la paix).

7 - Le Cameroun se place au 142ème rang sur 166 pays sur l'échelle de l'indice d'inégalité de genre 2022.

8 - UNHCR Cameroon Factsheet March 2022.

9 - Depuis 2011

10 - Depuis 2011

11 - Depuis 1991

12 - Dont 5 millions d'euros pour la nutrition

13 - Dont 1,25 millions d'euros pour la nutrition

14 - 2 Mio EUR, dont 0,5 millions d'euros pour la nutrition

15 - Les données de cette section excluent certains engagements régionaux, mondiaux et de politique/recherche/information qui n'ont pas pu être ventilés par pays bénéficiaire. La Commission européenne a appliqué la méthodologie du réseau de donateurs SUN pour le suivi des ressources nutritionnelles 2014-2020 et le marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE à partir de 2021. Les données pour 2022 sont préliminaires.

16 - La Belgique, la France et l'Allemagne